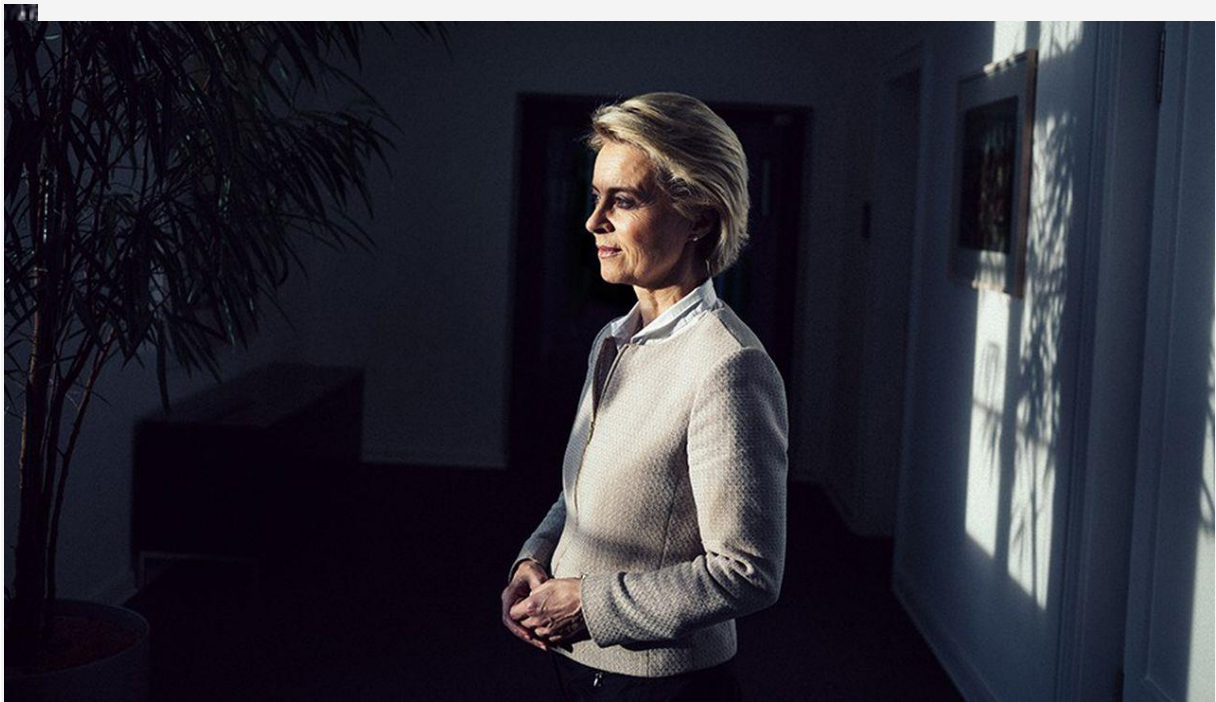


Ursula von der Leyen, le faux départ

La nouvelle présidente de la Commission européenne a, sur le papier, beaucoup de qualités : polyglotte, connectée, expérimentée. Pourtant ses débuts sont difficiles et contestés, au point que son entrée en fonction est reportée. Inspection au coeur du réacteur communautaire.



Par **Gabriel Grésillon, Derek Perrotte**

En cette fin de soirée du 16 juillet 2019, fait rare, Ursula von der Leyen s'autorise un verre de vin. Entourée de son équipe de transition, l'Allemande de 61 ans peut enfin souffler : le Parlement européen vient de lui accorder sa confiance, [elle succédera bien cet automne à Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne](#) . Sa victoire ne s'est certes jouée qu'à neuf minces voix, sur 747 eurodéputés votants. Mais l'essentiel est acquis. Face à un contexte politique européen miné et un Parlement éclaté, elle a rassemblé une majorité derrière elle.

Dans l'hôtel strasbourgeois où se célèbre cette victoire, la petite équipe qui l'a accompagnée depuis sa nomination par les chefs d'Etat au Conseil européen, deux semaines plus tôt, peut savourer ses plateaux de charcuterie et de fromage : [après de longues et âpres tractations, l'Europe tient sa « présidente élue »](#) , la crise institutionnelle est évitée. Pas pour longtemps.

Camouflet cinglant

En ce début d'après-midi du 10 octobre, l'heure n'est plus à la fête. Ursula von der Leyen décide de tenter le tout pour le tout. Direction le Parlement européen, pour une rencontre discrète avec les trois leaders des grandes familles politiques. Dans un quart d'heure, le Parlement doit décider dans un ultime vote du sort de Sylvie Goulard, la candidate française au poste de commissaire, vivement attaquée sur son éthique. « *Ne la rejetez pas !* », insiste la « présidente élue ». Refus catégorique de son compatriote Manfred Weber, le Bavarois qui dirige le groupe PPE (Parti populaire européen) auquel elle appartient pourtant elle aussi. On n'est jamais mieux trahi que par les siens - surtout s'ils ont convoité votre job.

C'est un camouflet cinglant. Pour Paris, bien sûr. Mais aussi pour Ursula von der Leyen. Emmanuel Macron - [qui a proposé la semaine dernière Thierry Breton à la place de Sylvie Goulard](#) - va même lui renvoyer dans la foulée, peu élégamment, la responsabilité de ce rejet qu'il « *ne comprend pas* »... Après les chutes du candidat hongrois et de la prétendante roumaine, eux aussi pour des questions d'éthique dans un grand règlement de comptes entre familles politiques, la Commission d'« UvdL » a déjà perdu trois têtes avant même d'exister. Du jamais vu.



Faute de temps pour rafistoler l'équipe, sa prise de fonction, prévue le 1er novembre, doit être repoussée, a priori jusqu'au 1er décembre. Faux départ pour la première femme à la tête de l'Europe, dont les premiers pas font désormais grincer des dents. Autour du Rond-Point Schuman, épicerie de la bulle communautaire, les critiques commencent à fuser. La nouvelle présidente serait « bunkérisée », d'une méfiance confinant parfois à la paranoïa, attachée à un entourage trop allemand, mal à l'aise dans son nouveau biotope. Ursula von der Leyen, ou l'histoire d'une greffe qui n'a pas encore pris.

Tout avait pourtant bien commencé. Lorsque son nom sort du chapeau des dirigeants européens, début juillet, une bonne partie de l'Europe croit faire une fleur à l'Allemagne. Emmanuel Macron, en particulier, a fait preuve de loyauté à l'égard d'Angela Merkel en poussant lui-même la candidature surprise de la ministre allemande de la Défense. La réalité est plus complexe.

Le choix du Parlement torpillé

D'abord parce que cette fille d'un des piliers historiques de la Commission européenne, Ernst Albrecht, née et élevée jusqu'à 13 ans à Bruxelles, où elle fréquente l'école européenne et apprend le français, est critiquée dans son pays. Ses cinq dernières années au ministère allemand de la Défense ont terni l'image de celle qui fut, un temps, vue comme la dauphine naturelle d'Angela Merkel. Elle a eu beaucoup d'ennuis - et donc de couverture médiatique négative - à ce poste traditionnellement difficile outre-Rhin : de graves défaillances de matériel militaire, des soupçons de favoritisme dans l'attribution de contrats de sous-traitants, l'affaire du coût faramineux de la rénovation d'un navire-école de la marine... On lui reproche d'avoir passé trop de temps sur les plateaux télé et pas assez avec ses troupes.

Mais aussi, et surtout, parce qu'en la choisissant, les dirigeants des 27 viennent de torpiller le grand dessein du Parlement : imposer après les élections européennes son candidat à la tête de la Commission. Le PPE voulait y placer Manfred Weber, sa tête de liste, mais s'est heurté au mur des chefs d'Etat qui ne lui trouvaient pas l'envergure nécessaire - ils n'étaient pas les seuls. Le candidat des sociaux-démocrates, le Néerlandais Frans Timmermans, a subi le même tir croisé.



Paysage inflammable

Sur le papier, UvdL coche de nombreuses cases : femme, expérimentée, allemande, membre du premier parti du Parlement. Même si, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, le chef de l'exécutif communautaire n'a pas été chef de gouvernement auparavant, Ursula von der Leyen a bâti au ministère de la Défense un solide réseau international, avec pour amplificateurs l'Otan (dont elle aurait bien visé le secrétariat général) et la Conférence de Munich sur la sécurité. Pour les eurodéputés, ce choix n'en a pas moins le goût amer de la défaite institutionnelle. Difficile alors de faire l'unanimité.

D'autant que celle-ci est devenue quasi impossible dans un hémicycle sorti fragmenté des élections de mai. Auparavant, il suffisait de convaincre deux grands partis (droite et gauche) pour s'y assurer une majorité stable. Désormais, ce sont trois, voire quatre familles politiques qu'il faut cajoler : les centristes de Renew et les Verts doivent aussi trouver leur compte dans le grand marchandage des « top jobs ». Le Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des 27, outrepassé donc ses prérogatives et propose de flanquer la future présidente de

deux vice-présidents exécutifs (VPE), l'un à gauche (Frans Timmermans), l'autre au centre (la Danoise Margrethe Vestager).



Dans ce paysage inflammable, les premiers pas de l'Allemande semblent habiles. Elle comprend qu'il va falloir jouer serré pour obtenir le feu vert des eurodéputés à sa nomination. « *Elle s'est mise à rencontrer tout le monde* », témoigne un proche. Hormis l'extrême droite, personne n'est négligé dans un marathon de rendez-vous de dix jours. Son équipe est mobilisée jour et nuit, abreuvée de café et nourrie de sushis, deux - sages - péchés mignons de leur nouvelle boss. « *Elle travaille en équipe, consulte beaucoup et, ensuite, elle tranche* », résume le même témoin. Quitte à faire preuve d'audace.

Logique des partis et cuisine nationale

Ainsi, quand le Parlement lui demande de décaler à septembre son audition pour la mettre sous pression, elle décide au contraire, en cavalière émérite (voir encadré p. 36), de faire face à l'obstacle tout de suite. Partant de son credo personnel, autour de l'idée d'une Commission « géopolitique » et d'une forte réceptivité aux questions sociales, elle donne des gages à tout le monde.

Aux Verts, elle promet un « green deal » au coeur de son programme. Face au PPE, très sourcilleux quant aux intérêts de l'industrie, elle reste floue sur les objectifs de

baisse d'émissions de CO2 d'ici à 2030. Devant la gauche, elle évoque un système continental de réassurance chômage, susceptible de séduire les pays du Sud. Elle rassure les députés britanniques en affichant des positions conciliantes sur le Brexit et muscle la dimension migratoire de son programme pour les Italiens. Le tout en répétant qu'il est aussi urgent de mettre du baume sur la relation Est-Ouest au sein de l'UE.



Cela paye : le jour de son élection, son discours en plénière est maîtrisé et porté par un vrai souffle. Il sera largement salué et applaudi. « *Je suis sûr que si on avait voté dans la foulée, elle aurait eu une majorité bien plus large* », affirme un partisan. Mais la direction du Parlement, vexée de ne pas avoir obtenu de report à septembre, organise à dessein de longues délibérations. Les logiques de parti et les arrière-pensées de politique nationale reprennent le dessus et le réservoir théorique de voix se réduit. Comble des paradoxes : les Allemands seront nombreux à la lâcher, surtout chez les sociaux-démocrates, mais aussi au sein de sa famille. UvdL est saine et sauve mais loin du plébiscite. « *Doit faire ses preuves.* »

L'été sera consacré à voyager à la rencontre des dirigeants européens et des aspirants commissaires. En contact régulier avec les leaders politiques du Parlement, elle peaufine l'organigramme de sa future équipe depuis le troisième étage du bâtiment Charlemagne, face au siège de la Commission, où elle a installé son bureau.

L'équipe, qu'elle dévoile le 10 septembre, se caractérise ainsi par un respect scrupuleux des équilibres politiques et géographiques . À l'Europe de l'Est, quatre vice-présidences et la main sur des dossiers qui lui tiennent à cœur, avec l'Élargissement pour la Hongrie, l'Agriculture pour la Pologne et les Transports pour la Roumanie. À la France, remerciée pour son soutien initial, un portefeuille économique-industriel « jumbo » qui inclut les enjeux de défense. À l'Italie, l'Économie.

« Un coup très, très malin »

L'équilibriste allemande prend toutefois soin de glisser une surprise du chef : elle installe un troisième « VP exécutif » en plus des deux imposés par le Conseil, en la personne du Letton Valdis Dombrovskis (PPE), pour les affaires économiques. « *Un coup très, très malin* », estime une source diplomatique. Il vient d'abord contrebalancer, en le supervisant, le portefeuille confié à l'Italie, pour rassurer les pays nordiques. Il donne ensuite des gages à un PPE meurtri et pose en outre un contrepoids face au social-démocrate Frans Timmermans, comme un lion furieux en cage depuis que la présidence lui est passée sous le nez et « *en passe de politiser sa fonction à outrance* », selon plusieurs sources européennes.

Surtout, Ursula von der Leyen marque ainsi son territoire face aux chefs d'État en se dégageant du triumvirat conçu par eux, initialement, autour d'elle. « *Pour justifier la surprise Dombrovskis, elle nous a expliqué qu'elle n'est plus PPE maintenant, elle est 'au-dessus'* », raconte une source parlementaire. « *Il ne fait aucun doute qu'elle sera très présidentielle* », pronostique un observateur.

Cette quête permanente d'équilibre n'a pas suffi à prévenir, ni à guérir, la tempête qui s'abattra quinze jours plus tard au Parlement. Et puisque ces choses-là « *volent en escadrille* », pour paraphraser Jacques Chirac, la présidente élue voit aussi les difficultés s'accumuler au sein même de la maison dont elle va hériter, où monte sourdement une forme de défiance. En cause : l'équipe ultraresserrée sur laquelle elle s'est repliée.



On y retrouve avant tout deux autres Allemands, son chef de cabinet Bjoern Seibert et son porte-parole Jens Flosdorff, qui la suivent depuis quinze ans. Elle leur voue une confiance absolue mais, de l'avis général, le trio a posé ses valises à Bruxelles avec une connaissance quasi nulle des arcanes de la machine européenne. « *Ils apprennent vite mais ont vraiment tout à apprendre...* », résume un salarié de la maison. S'y ajoutent aujourd'hui quatre hautes fonctionnaires que l'Allemand Martin Selmayr, l'omnipotent secrétaire général de la Commission Juncker dont les Etats et le Parlement ont obtenu la tête, a pris soin de lui laisser avant son départ.

Une approche verticale du pouvoir

Beaucoup s'attendaient à voir cette équipe, dédiée à assurer les premiers pas, s'étoffer ensuite d'experts maison, apportant leurs expériences des dossiers et du jeu institutionnel. « *Mais non ! Et cela commence à rendre perplexe* », confie une source diplomatique. « *Ce n'est guère étonnant, estime Claire Demesmay, experte de l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP), qui revient d'un voyage d'études à Bruxelles. Ursula von der Leyen a une approche très verticale du pouvoir, elle a construit sa carrière selon ce schéma, seule, sans groupe de soutien. Même à la CDU, elle n'appartient pas à une mouvance mais a toujours joué en solo.* »



Reste que la machine communautaire piaffe : le grand mercato professionnel qui accompagne chaque changement de Commission a pris énormément de retard. Beaucoup se plaignent de ne pas avoir son oreille et certains la jugent même bunkerisée au dernier étage du Berlaymont. Comme un symbole, la présidente a annoncé fin septembre qu'elle allait y installer un studio de 25 mètres carrés pour y vivre en semaine, les week-ends étant destinés à retourner à Hanovre où demeurent son époux et leurs sept enfants. Une bulle dans la bulle.

« Par cette décision, Ursula von der Leyen, luthérienne, affiche un sens de l'autodiscipline presque ascétique, estime Claire Demesmay. Le message sous-jacent, c'est qu'elle se contrôle totalement, et qu'elle attend de ses collaborateurs la même rigueur. »

La tension monte avec les chefs d'Etat

On la dit aussi attentive aux conseils d'Uwe Corsepius, le sherpa européen d'Angela Merkel, et de Johannes Laitenberger, ex-chef de cabinet de José Manuel Barroso, de 2009 à 2014, désormais juge au Tribunal de l'UE. « *C'est 'les Allemands parlent aux Allemands' !* », s'agace un vieux routier des institutions. Paris, qui peine à participer à ce mercato du fait du retard pris par la nomination du commissaire français, a d'ailleurs fini par monter au créneau pour se plaindre très explicitement de cette domination germanique.



Signe que la tension avec les Etats membres est réelle, le dernier sommet européen a été l'occasion d'une mise au point. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont rappelé à Ursula von der Leyen qu'au-delà de ses promesses au Parlement européen et du programme qu'elle a esquissé, leur propre agenda stratégique pour les cinq ans à venir est déjà défini depuis le printemps et qu'elle serait avisée de ne pas l'oublier.

La structure de son futur collègue, avec des vice-présidents exécutifs, des vice-présidents « classiques » et des commissaires en dessous, prête aussi à débat. « *En organisant la Commission européenne en baronnies administratives inégalitaires, sa présidente outrepassa ses prérogatives et prend le risque de devoir animer un organisme désormais ingouvernable* », critique vivement Jean-Dominique Giuliani, le président de la fondation Schuman. Mais pousser à travailler ensemble des personnalités a priori opposées et/ou à fort ego est également un moyen de les neutraliser...

Trouver l'équilibre

Ursula von der Leyen ne se laisse pas perturber. Elle prend son temps pour nommer les membres de son cabinet. Stratégie délibérée ? « *C'est assez sain de faire les choses progressivement. Elle ne veut pas se laisser nourrir à la becquée par une machine toute faite. Elle ne fait pas partie de la 'bulle bruxelloise' et a aussi été*

choisie pour cela, pour apporter un peu de saine défiance et de recul salutaire. L'inconvénient est que cela contribue à l'isoler », commente une source européenne qui a suivi de près ses premiers pas.

Mais là aussi, tout l'art sera de trouver l'équilibre. *« Elle doit faire attention. Sa méfiance viscérale vis-à-vis de l'institution risque de devenir vite réciproque »,* analyse un haut gradé local. Avant même d'entamer sa présidence, l'Allemande le sait : elle va devoir déployer tout son talent pour préserver l'unité de la maison Europe, entre une Commission sceptique, un Parlement rebelle et un Conseil qui entend lui tenir la bride. Le « job de sa vie » pourrait aussi être le plus dur. Willkommen in Brüssel...

Une entrée en politique à 43 ans

1958 : Ursula von der Leyen naît à Bruxelles, où son père, Ernst Albrecht, est le chef de cabinet du commissaire allemand.

1971 : Retour en Allemagne, près de Hanovre, où Ernst Albrecht prend la tête du fabricant de biscuits Bahlsen.

1978 : Elle part étudier à Londres sous une fausse identité par crainte d'un enlèvement par la Fraction Armée Rouge.

1986 : Mariage avec Heiko von der Leyen, professeur de médecine, avec qui elle aura sept enfants entre 1987 et 1999.

1991 : Docteur en médecine.

2001 : Elue au conseil municipal de Sehnde, près de Hanovre.

2003 : Entre au gouvernement régional de Basse-Saxe, Land dont son père fut ministre-président de 1976 à 1990.

2005 : Entre au gouvernement fédéral d'Angela Merkel, où elle restera sans discontinuer jusqu'en 2019. Elle est en charge de la Famille (2005-2009), puis des Affaires sociales (2009-2013), enfin de la Défense (2013-2019).

2019 : Désignée présidente de la Commission européenne.

Une cavalière émérite

Sa stature toujours impeccable, son port de tête toujours très droit, Ursula von der Leyen les doit en partie à sa pratique de l'équitation, depuis l'enfance - elle a commencé sur un poney shetland. Pendant ses années d'études, elle a présenté des chevaux lors de ventes aux enchères. À un magazine spécialisé, elle a un jour confié : *« Les chevaux valent comme de bons outils d'éducation, ils apprennent le sens des responsabilités et font comprendre que le but, c'est le chemin. »* De fait, elle a transmis sa passion à plusieurs de ses enfants. En 2015, alors qu'elle était ministre de la Défense, Ursula von der Leyen est montée en selle pour se joindre à la fête d'ouverture des championnats d'Europe de saut d'obstacles à Aix-la-Chapelle. Il y a deux semaines, elle a participé à une réunion du groupe « équitation » du Parlement européen.

A quoi sert la Commission européenne ?

Au sein de l'UE, sa fonction principale est de proposer et de mettre en oeuvre les politiques communautaires, en application des grandes orientations décidées par les chefs d'Etat et de gouvernement. Elle a ainsi, ces dernières années, été à l'origine de

la fin des frais de roaming sur les communications mobiles et assuré la portabilité des abonnements numériques quand on voyage à travers l'Union, des textes validés par le Parlement européen et les Vingt-Huit. La Commission est aussi « gardienne des traités » et doit saisir la Cour de Justice en cas de manquement d'un Etat-membre. Formée de 28 commissaires jusqu'au départ du Royaume-Uni, en place pour cinq ans, elle a son siège au Berlaymont, à Bruxelles.

Par Gabriel Grésillon et Derek Perrotte